

b) L'accroissement des compétences au sein même des entreprises. Ces compétences sont étendues :

- pour des comités syndicaux, qui reçoivent un droit de regard (de contrôle) sur la détermination des normes de production et des salaires, sur l'embauchage et le licenciement des travailleurs et sur l'exécution des décisions en matière de plan de production de l'entreprise. En outre, ces comités ont "le droit" d'entendre les rapports périodiques des directeurs et ingénieurs en chef sur la mesure dans laquelle le plan est réalisé, ainsi que le "droit" de donner leur avis sur la désignation du personnel dirigeant de l'entreprise. Ils ont un pouvoir en dernier ressort en matière de "petits conflits" du travail au sein de l'entreprise;

- pour les "assemblées des producteurs" (assemblées plus larges que les comités syndicaux, mais ne groupant qu'une fraction relativement petite des collectifs d'entreprise) qui discutent des propositions et des dispositions d'exécution du plan par entreprise ou atelier (mais sans posséder un droit de décision).

Sans réaliser une forme de gestion ouvrière -- comme c'est le cas du système yougoslave, et comme ce fut le cas du système polonais au lendemain d'octobre 1956-- cette réforme de l'administration industrielle accroît cependant les droits et compétences d'une partie des travailleurs et des couches les plus modestes de la bureaucratie, celles le plus intimement liées au prolétariat. Elle constitue en gros un retour au système de contrôle syndical tel qu'il était appliqué en URSS avant 1930, année où fut proclamé le "principe" de la direction unique des entreprises.

La "dépolitisation" n'a pas réussi.

Si l'on examine l'ensemble de ces changements, rétrogrades dans certains domaines, progressifs en d'autres, on doit pouvoir conclure que les dirigeants actuels de la bureaucratie ne réussiront pas à noyer la poussée révoltée des masses populaires dans un climat "réformiste". Ils n'y réussiront pas parce que les concessions qu'ils ont réalisées dans ce but ont une logique propre qui va à l'encontre d'une "dépolitisation" du mécontentement des masses. Ils n'y réussiront pas non plus parce que les tentatives de faire machine arrière sur le terrain idéologique se heurtent à une résistance croissante des intellectuels et de la jeunesse. Trois exemples démontrent l'échec de la politique Khrouchtchev à ce propos :

a) l'affaire de la réforme de l'enseignement : depuis quelques années, la question de l'accès aux Universités est devenue une des principales raisons d'agitation en URSS. Khrouchtchev a dû avouer lui-même que les deux-tiers des étudiants à l'Université de Moscou ne sont ni fils d'ouvriers, ni fils de paysans, dans cette étrange "société sans classes" ! En fait, le népotisme, la corruption, l'abus bureaucratique ne sont nulle part aussi sensibles à la masse des citoyens que dans ce domaine-là. Mais la réforme de Khrouchtchev, loin d'ouvrir plus largement les portes de l'Université aux fils d'ouvriers et de paysans, leur va rendre l'accès de celle-ci plus difficile encore. Loin d'être satisfaite de cette réforme (aux aspects grossièrement démagogiques), la masse ouvrière et paysanne manifestera de plus en plus de mécontentement à ce propos, appuyée par une partie de l'intelligentsia;